

F
A
C
E

A
U

F
E
U



« — La question, dit Alice, est de savoir si vous avez le pouvoir de faire
que les mots signifient autre chose que ce qu'ils veulent dire.
— La question, riposta Humpty-Dumpty, est de savoir qui sera le
maître... Un point, c'est tout. »

Suite au contexte de gestion de violences sexuelles et sexistes à Rennes et aux discussions qui ont suivi, nous nous sommes rendu compte que cela résonnait pour beaucoup d'entre nous avec des expériences personnelles vécues au sein des différents groupes dans lesquels nous avons évolué ces dernières années. C'est en partant de ce constat que nous avons décidé de nous réunir, camarades de différents horizons politiques. En ce sens, ce texte est une invitation à une réflexion collective et à une remise en question pour tous ceux qui souhaitent ne plus se sentir impuissants et dépourvus d'armes politiques lorsque des questions des VSS se présentent.

Si souvent la domination patriarcale se voit reléguée à quelque chose de plus individuel et intime, nous pensons qu'il s'agit comme souvent d'un enjeu de *pouvoir*. Le pouvoir, c'est ce qui s'institue, ce qui nous empêche de nous rendre puissants à son profit. Si nous ne manquons pas à l'identifier dans ses formes les plus hostiles (l'État, le travail, la police), il peut s'immiscer dans nos liens de camaraderies de manière plus insidieuse. Partant de nos expériences, lorsqu'un ami, un camarade agresse, que l'on soit marqué directement dans notre chair ou appartenant à la même équipe, nous nous sommes souvent sentis dépassés et impuissants, incapables de partir d'un état de fait pour bousculer ce qui est en place depuis toujours, de réfléchir comment cela est arrivé. Souvent, on a peur de tomber dans les mécanismes victimaires et identitaires du féminisme libéral ; mais si on est révolutionnaires, on se doit de penser comment nous pouvons nous-même recréer des formes indésirables, parce que relatives à ce que l'on combat, et ce même dans notre intimité. Nous nous adressons à celles et ceux qui s'interrogent et veulent réfléchir collectivement à la manière

d'endiguer ces problématiques et d'en faire un sujet politique et non plus une position individuelle. Affirmer que les rapports camarades sont du ressort de l'organisation permet de se prémunir de l'explosion de groupes lorsque des histoires qui ont été mises sous le tapis pendant trop longtemps finissent par éclater. Cela permet également de ne pas laisser reposer la charge de la formation et de la gestion de ces problématiques dans les sphères intimes, là où ce sont encore trop souvent les meufs qui se tapent tout le boulot et où la dimension affective des liens complique souvent les choses.

Par ce texte, nous voulons affirmer notre soutien à toutes les personnes qui luttent au sein de leur propre organisation pour faire reconnaître ces postures de domination et les abus qui les accompagnent et à celles qui portent de la conflictualité dans des espaces sclérosés par des enjeux de pouvoir. Enfin, nous affirmons notre soutien à celles et ceux qui témoignent et qui, par cela, contribuent à déséquilibrer les rapports de force.

POUR UNE AUTONOMIE RÉELLE, REFUSER LES POSTURES DE POUVOIR

Pour s'attaquer aux formes de dominations qui existent dans nos environnements, nous tentons d'en identifier certains mécanismes pour ensuite s'y confronter.

Puisqu'il s'agit de questionner les enjeux de pouvoir, il est évident que la création de *figures* est un élément à attaquer dans nos collectifs. S'il n'est pas simple de sortir de nos appétences habituelles, il est primordial d'éviter d'essentialiser les places dans nos groupes ; chef, graphiste, meuf venter, personne avec de l'expérience, trésorier, gestion anti-répression... C'est en se saisissant tous des réflexions et des problématiques qui traversent son organisation que l'implication de chacun et chacune s'équilibre et permet de lutter efficacement contre la chefferie. Si la figure du chef semble la plus facile à identifier, ce sont bien toutes les positions enfermantes qu'il faut combattre. Parfois, par manque de clarté ou par facilité et confort, on a tendance à se figer dans certaines fonctions bien définies. Que ce soit en termes d'initiatives, de prise de parole ou vis-à-vis de nos personnalités dans les espaces sociaux, sans le vouloir il arrive de se bloquer dans des rôles. Par amitié et camaraderie, nous portons une attention particulière au fait de ne pas assigner à nos potes une image qui leur colle à la peau sur le long terme. Même si ça peut partir de vannes et autres, sur le long terme cette image risque d'empêcher de se dépasser, d'évoluer.

Quand l'organisation est laissée à un petit groupe de personnes dans un collectif, nous savons désormais que l'écueil principal est un manque de transparence qui, entre autres, laisse le champ libre à des tactiques manipulatoires.

Les postures de domination qui sont permises par une dilution de la responsabilité collective amènent à une *dépossession* du politique. Puisque certains centralisent le pouvoir (et donc les responsabilités), les autres peuvent ne plus ressentir le besoin de se positionner, de penser leur implication dans le processus organisationnel. Cela provoque un désengagement. Chacun a un rôle à jouer dans la posture qu'il adopte dans son groupe. Pour autant, c'est une responsabilité collective que de penser la manière dont la transmission des savoirs et des connaissances s'opère depuis ces espaces. Ce sont des questions qui se posent à la fois sur tout un tas de plans : savoirs théoriques, connaissances liées à l'historique et au fonctionnement du groupe, l'accès aux réflexions et aux objectifs qui permettent de partager et d'apprendre les compétences qui y sont liées. Cela peut se faire de différentes manières, par exemple en créant des moments formels et informels d'échanges de pratiques et de récits d'expériences, en ouvrant des terrains d'expérimentations... Le partage politique nous importe, et c'est lui qui pousse individuellement à se dépasser, à réussir à sortir de sa zone de confort et ainsi au plus long terme, arriver à ne pas déléguer à ceux qui savent, ceux qui se sentent à l'aise...

Les réflexions sur s'il faudrait ou non traiter des dispositifs de pouvoir au sein de nos espaces d'organisation nous semblent complètement absurdes. Dans

le but de renforcer le collectif et de le rendre puissant, il est nécessaire de traiter collectivement de ces sujets pour ne pas que ces postures hostiles contribuent, à terme, à l'affaiblir.

Pour aller plus loin, nous avons repéré depuis nos expériences quelques dynamiques créant facilement des rapports de domination que nous souhaitons partager afin d'y être attentif et de savoir s'en prémunir ou s'en protéger. Celles-ci nous semblent particulièrement évidentes :

— La différence d'âge et/ou d'expérience (sachant / non sachant) sont des points à ne pas négliger qui peuvent engendrer, malgré la bonne volonté, une fascination et une asymétrie. Le contrôle du récit, le manque d'accès aux réflexions communes du collectif sont des terrains fertiles aux abus.

— La « castorisation » : toute nouvelle personne du groupe se retrouve la cible de séduction et de sexualisation. Ces mécanismes dépolitisent et brisent la camaraderie. La meuf n'existe plus que comme possible partenaire sexuelle, un objet de désir. Puisqu'elle est capturée par le prisme de la sexualisation, cette dernière perd de son intérêt lorsqu'elle refuse, arrête ou se place en dehors de ce paradigme. Si on a le malheur de coucher et après de porter une critique politique, le fameux « problème affinitaire » (« elle a le seum ») se voit déployé pour empêcher toute considération pour le propos. Que ce soit en tant qu'objet convoité ou obstacle possible, le rapport de camaraderie est annihilé et dépolitisé. Le pouvoir prend différentes formes mais, il finit toujours par faire ce qu'il sait le mieux : posséder et enfermer. Il colonise les corps, les terres, le temps.

Chaque situation a ses spécificités, mais reconnaître les potentiels signes permet d'y porter une attention particulière et de les interroger. Nier notre échec à ne pas reproduire certains schémas, c'est s'empêcher de tendre à leur dépassement. C'est de l'ordre éthique, de la confiance accordée et du sentiment de camaraderie de pouvoir se dire les choses, les éprouver et se confronter s'il faut. On peut avoir une oreille attentive, une discussion honnête avec les camarades intéressés pour savoir ce qu'il en est.

APPARTENANCE, ESPRIT DE CORPS ET EXTÉRIORITÉ

De par nos amitiés fortes, on tombe parfois dans la création de bande, une équipe puissante qui roule sur tout sur son passage, qui se veut aussi indestructible et forte que peut l'être la famille. Si c'est vite séduisant et que le sentiment d'appartenance nous fait ressentir de la force, cela pousse aux mêmes travers que l'on retrouve dans *l'institution* de la famille : la peur du rejet et la loyauté sans faille (qui implique d'accepter les pires choses ou de ne pas les voir comme elles sont), créent alors la silenciation et le secret. *L'esprit de corps*, ce n'est pas la solidarité entre camarades. Protéger son groupe sans permettre le doute, c'est l'empêcher de devenir puissant. La structure a la primauté sur le fond politique et on l'empêche d'avancer. La critique se fait annihiler par le corps, puisqu'il est prédominant, et tout se construit en antagonisme du collectif. Or, si l'on estime ses camarades, il faut considérer les problématiques et critiques émises afin d'avancer collectivement. Ce qui prime, c'est toujours de réfléchir au sens que l'on veut donner à nos lignes, aux discours qu'on veut porter et renvoyer. C'est en évitant de tomber dans l'écueil de la bande puissante primant sur la réflexion que l'on permet à la parole d'exister et de tendre à la destruction des dynamiques abusives.

Puisque le corps est ce qui domine, tous ceux qui dérogent à ce qu'il impose sont catégorisés comme ennemis. Cela peut mener à la création d'*extériorités* : groupes ou personnes antagonisés au motif qu'ils chercheraient d'une manière ou d'une autre à nuire à la structure. Leurs paroles et leurs actes vont alors être systématiquement décrédibilisés. La création d'*extériorités*

peut faire suite à des embrouilles politiques ou interpersonnelles, mais elles peuvent aussi se créer à propos, dans un but clair de délégitimation. Ce que nous voulons dire ici, c'est qu'on s'en fiche de savoir le pourquoi du comment de la création de ces extériorités ; ce que nous pointons, c'est ce que ça produit en termes de *délégitimation* et de *dépolitisation* des paroles qui proviennent de ces espaces extérieurs. Ce genre de dynamiques peut mener à des discours du type : « tel espace n'est pas légitime à poser une critique sur la gestion de telle chose, parce qu'il ne font pas/plus partie du groupe ». L'extériorité est parfois poussée jusqu'au bord de l'entendement, puisque les personnes qui émettent des critiques (et souvent lorsque ce sont des meufs) seront décrites comme déraisonnées, folles. Pour autant, on peut être folle, avoir de la rancune, avoir fait rupture et porter une critique pertinente.

L'urgentisme et la *performativité militante* qui entravent la discussion autour de ces problématiques de fond, sont foncièrement anti-politique. On peut s'interroger sur le sens que certains donnent à la camaraderie. Si être sur tous les blocages est plus important que de ne pas recréer des formes anti-révolutionnaires - comme l'institutionnalisation d'un système misogyne - alors même que cela empêche des camarades de s'organiser et de puiser dans une force collective : il s'agit, en effet de se demander pourquoi on est révolutionnaire. Comment et qu'est ce qui nous lie entre nous ? Nous pensons personnellement que des « camarades » qui ne souhaitent pas remettre en question le pouvoir, peu importe sa forme, parce qu'il y aurait une productivité militante à avoir, ne sont pas des gens avec qui on veut créer le camp révolutionnaire.

NOUS NE VOULONS PAS QUE NOS VÉCUS DEVIENNENT DES DOSSIERS JUDICIAIRES

Nous peinons à désapprendre les codes et usages de la justice institutionnelle, c'est normal, puisque c'est le modèle que nous connaissons le mieux et qui formate notre vision de la justice depuis notre plus tendre enfance. *Mais les cas de VSS ne doivent jamais être traités comme des dossiers judiciaires.* Une organisation reposant sur des rapports de pouvoirs bien institués verra chaque prise de parole pour dénoncer des violences sexistes et sexuelles comme une attaque à la structure. Il imposera donc une approche procédurière et des faits comme on monte un dossier au tribunal, du côté de l'accusation comme de la défense. Le message est clair : pour être entendu, il faut avoir un dossier carré composé de preuves (comparables, alors, à des faits judiciarisables). Jusqu'à ce que le dossier soit jugé comme understandable, l'agresseur bénéficie jusque-là d'une présomption d'innocence. On se retrouve face à son propre collectif comme on se retrouve face à une institution étatique, individu seul face à un corps-cohésion. La présomption d'innocence, de ce fait, reprend la logique de la justice et renforce le statut « victime » face au « coupable ». Le rapport de confiance et de camaraderie est plus que mis à mal puisqu'il s'agit de convaincre plus que d'être entendu, et la pénibilité de la tâche pousse facilement au découragement et au silence. Cette approche méthodique et procédurière, pourtant induite par la structure et ses dynamiques, servira aussi d'argument à l'agresseur pour déstabiliser et décrédibiliser les tentatives de gestion puisqu'elles seront taxées de « méthodes policières ». Il est commun de voir les meufs qui s'organisent pour libérer les paroles et accompagner

les personnes agressées être désignées comme tribunal, flics et procureures bien que cette « méthode policière » reprochée soit en réalité imposée par l'agresseur. Cette double rhétorique lui permet d'avoir du contrôle sur la *temporalité*, que ce soit pour rusher le processus ou bien en stopper la fluidité, puisque dans les deux cas, ce sera à son profit. La maîtrise de la temporalité est un outil de domination comme un autre.

Lorsqu'il y a une recherche de témoignages, les personnes victimes n'en sont peut-être pas encore à cette étape du chemin et ne souhaitent pas en parler, ou peuvent ne pas se sentir en confiance de le faire. Il ne s'agit pour autant absolument pas de dire qu'il faut accepter toute entière et sans regard critique toute parole, ce qui est par ailleurs l'un des écueils du féminisme libéral quand il se penche sur la question des VSS. Il faut chercher à comprendre et à interroger, mais il faut aussi avoir confiance en ses intuitions, à des détails passés et pas juste en des choses dites factuelles. Pour permettre à ces intuitions d'être discutées, il faut un cadre collectif entre camarades qui est stable et sain, où on peut être écoutées et entendues, et ne pas minimiser ces pressentiments. Les intuitions ont mauvaise presse dans des structures qui n'entendent que la logique et le démonstratif : elles deviennent entendables quand elles sont confirmées, mais c'est alors déjà trop tard. Il n'y a qu'un pas entre une rationalité dogmatique et un rapport misogyne à l'émotionnalité et au sensible. Il nous semble vital de construire de nouveaux imaginaires et des manières de faire pour construire une *éthique camarade*.

DE NOTRE RESPONSABILITÉ DANS CES DYNAMIQUES

Une structure abusive n'existe pas par sa propre volonté : il ne s'agit pas d'un *deus ex machina* sur lequel nous n'avons aucune prise et aucune responsabilité. Si elle repose, certes, sur des rapports d'omerta et de silenciation, elle est aussi permise par la peur, l'isolement et une certaine *concession individuelle* qui devient vite collective. Considérer qu'il s'agit purement et simplement d'un problème structurel est un écueil. Le manque de confiance entre camarades et l'antagonisation qui est faite des paroles critiques de la structure pousse naturellement au silence. Cependant, à plein d'instant on a vu et on n'a rien dit parce qu'on n'est pas sûr (et comme nous l'avons dit, pour porter une critique ou un doute il faut qu'il y ait un dossier solide), « ça peut être gênant et foutre la merde ». C'est entretenir le silence au sein de la structure afin d'y garder une place. Il est probable que nous ayons tous, à un moment ou un autre, tenu des positions désastreuses pour rester cool et intégrés au réseau.

Nous les premiers, nous avons souvent occulté nos intuitions au lieu de les écouter, par peur d'être à côté de la plaque et de blesser des gens considérés comme nos camarades ou pour ne pas « entraver » l'organisation de tel ou tel évènement, rencontre, réunion... Il ne s'agit pas de culpabiliser, mais d'accepter que ça nous a rendu *complice* de dynamiques d'oppressions que nous prétendons par ailleurs combattre. En tant que révolutionnaires, nous nous devons une certaine intransigeance, à nous-même et à nos camarades. C'est ce que nous appelons *l'éthique camarade* et elle est vitale pour lutter contre ces rapports de domination qui traversent les espaces que nous

construisons, *quels qu'ils soient et quelles que soient leurs formes*. Le but ici n'est pas de s'immiscer dans les intimités qui existent dans nos cercles politiques mais bien de parler du pouvoir qui s'immisce dans ces intimités. C'est donc se dire qu'il faut collectivement une rigueur sur le fait de confronter ses potes, rester attentif et pas attendre parce qu'on a peur, se faire remarquer les rapports qui s'ancrent, faire attention quand on voit des trucs qui peuvent potentiellement mener à des rapports inquiétants et en discuter direct avec les gens pour qu'ils y restent attentifs.

PERSPECTIVES D'UNE FORCE DEPUIS L'HYPOTHÈSE RÉVOLUTIONNAIRE

« Le défi est à la fois éthique et collectif. Nos émancipations s'élaborent grâce à notre capacité à nouer des liens et des complicités, à faire émerger du commun par des solidarités concrètes et des projets collectifs rupturistes. Il est plus que temps de bâtir les mondes où d'autres types de relations sont possibles. »

Simon, Rupture. Replacer l'émancipation dans une perspective sécessionniste

Il est nécessaire d'établir une proposition véritablement révolutionnaire, à contre-courant de l'idée qu'il n'existerait que l'opposition entre une posture identitaire des victimes et le chemin réactionnaire/conservateur. L'un est un écueil libéral, l'autre, le pouvoir contre lequel on lutte.

Croire que des moyens sont des solutions est la preuve que ces mêmes moyens ont été refusés par la structure en amont (par exemple les espaces en non-mixité). Il faut considérer la non-mixité et d'autres outils venant des milieux militants comme des leviers possibles et non comme une finalité. La non-mixité apparaît comme nécessaire lorsque notre organisation a failli à apporter une réponse collective aux problématiques de genre. La rupture est déjà là, la confiance n'est plus. Considérer ces outils comme des solutions ne ferait qu'enfermer et instituer des méthodes qui régleraient magiquement le problème. Ils peuvent nous soutenir de manière éphémère selon les situations. Il s'agit en amont de faire exister des discours et objectifs communs vers lequel le groupe s'efforce de travailler. Quand l'échec de l'organisation

est trop puissant et qu'il est impossible de remettre la structure en cause, la rupture est consommée.

Il y a une multiplicité de formes et d'espaces politiques à investir et à construire, et c'est pour cela que nous devons lutter contre les dynamiques hégémoniques qui traversent nos milieux.

Nous pensons que ces moments de libération de la parole et de remise en question du pouvoir sont des bouleversements qu'il ne faut pas étouffer. Il faut s'en nourrir pour ouvrir les brèches d'un vrai basculement. Ce souffle, qui pousse les meufs à parler ensemble et à vouloir rentrer en conflit contre ces postures, doit être un moteur pour porter un discours révolutionnaire et un rapport de force.

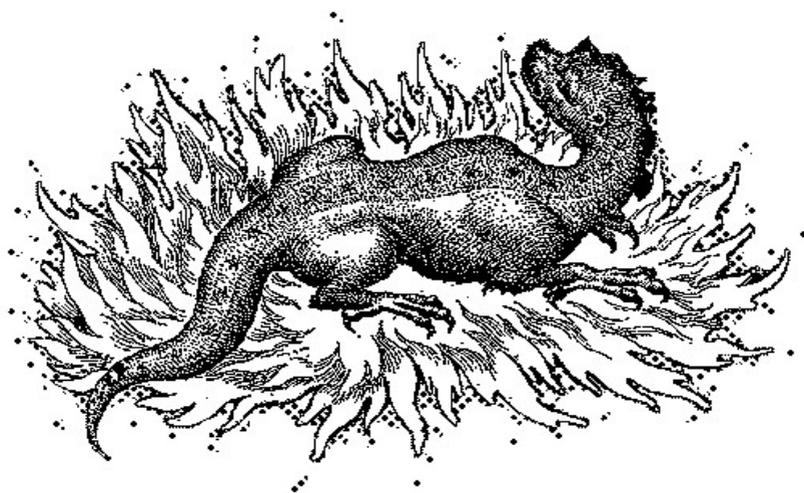
On a tous vite fait de tomber dans des dynamiques culpabilisantes, misérabilistes et victimaires à nos vécus et expériences collectives. Nous pensons qu'il existe d'autres hypothèses. Le rapport de force bouleverse et la rupture *initie*. Ces possibilités sont pour nous de multiples chemins vers une révolution incarnée et partisane. Des discours forts doivent émerger dans ces contextes mais, ils sont valables tout le temps, sont essentiels et doivent se partager. Une situation donnée (ici à Rennes) a soulevé chez nous l'envie (aussi par nécessité) de se pencher sur cette gestion de VSS dans une autre ville et nous ne devrions pas être gênés de le faire. Considérer l'apport que l'on souhaite amener sur le sujet des VSS comme une intervention extérieure alors que nous faisons partie du même camp et avons l'objectif commun de

la révolution est un non-sens. Savoir que d'autres camarades ou collectifs se saisissent de ces problématiques dans son entourage permet aussi de demander des avis plus décentrés et de politiser ces conflictualités. La remise en doute et la prise de recul sont de mise afin de ne pas se faire enfermer dans une image qu'on souhaiterait nous renvoyer par injonction d'appartenance. C'est un faux dilemme que de créer un prisme d'extériorité et une accusation de volonté de destruction, et ceux qui ne remettent pas en question les formes de pouvoirs ne sont pas révolutionnaires. S'il n'y a que la rupture ou le silence alors peut-être bien qu'on assume de vouloir, oui, détruire ces structures *telles qu'elles sont* actuellement.

Nous sommes là pour contribuer à nos relations camarades tant qu'elles peuvent exister. L'éthique suppose que nos liens ne se font pas qu'au travers d'actions, de fêtes et de réflexions stratégiques. Ils se construisent aussi dans des positions fortes qui, parfois, amènent à faire rupture et à prendre le parti du futur, que les réactionnaires de la structure refusent d'accepter. Si certains tiennent vraiment à nous mettre face à ce choix alors le simple fait d'écrire ce texte est une réponse, *nous voulons penser la chose plus profondément*.

Il ne s'agit pas de nourrir des rancœurs ou d'antagoniser des groupes et des personnes, mais bien de partir de la situation actuelle pour mieux se regarder et ne plus faire semblant. Nous avons été touchés et nous nous sommes reconnus dans cette force d'organisation qui tente d'affronter des actes et mettre fin à des dynamiques de pouvoir parfois bien anciennes. Nous nous sommes reconnues, car nous l'avons vécu dans nos corps et parce qu'en tant

que révolutionnaires nous ne voulons pas que nos espaces d'organisation soient grignotés par ce que l'on cherche à combattre. Se positionner, c'est permettre du discours politique pour ne pas faillir à ce qui nous tient à cœur, pour ne plus laisser les rapports de genre décimer nos liens camarades. Nous souhaitons réactiver l'appartenance révolutionnaire. Nous choisissons de faire la guerre au pouvoir, peu importe où il se trouve. On croit et on sait que l'éthique camarade est possible, que les espaces de confiance aussi, qu'on peut se retrouver et construire la révolution.



*nombreuses voies
où vivent les loups en abondance
face au feu*

Tristan Tzara, Où boivent les loups